

Sang-Chin Chun

Université Sogang, Séoul

Jeong-Im Hyun

Université Sogang, Séoul

Théorie du complot et communication politique en Corée du Sud

Avec la révolution des outils de communication, nous expérimentons plus que jamais combien il est facile d'accéder à des informations. Cependant, cela ne veut pas dire que nous communiquons mieux qu'avant : l'essentiel de la communication ne consiste pas à s'informer, mais à se comprendre, pour *mieux vivre ensemble*¹. Dans les pays démocratiques, le rôle primordial des hommes politiques est de promouvoir un environnement institutionnel tendant vers ce but : mieux vivre ensemble. Pourtant, leurs efforts pour gagner la *confiance* des citoyens semblent sans effet. Cette *méfiance* vis-à-vis des hommes politiques ne date pas d'hier et n'est pas propre à la Corée du Sud.

Pourquoi, la communication entre hommes politiques et citoyens est-elle si difficile ? Pourquoi ne se comprennent-ils pas malgré tous ces outils d'information, ou plutôt : pourquoi refusent-ils de se comprendre ? Pour explorer une piste possible, nous allons analyser un scandale politique coréen survenu en 2008, connu sous le nom

de « l'abus de pouvoir du ministre de la Justice ». Pourquoi choisir un scandale politique ? La première raison est l'attention du public. La plupart du temps, le public reste indifférent aux affaires politiques, et s'en exclut même volontairement ; un scandale le fait entrer dans le champ politique en tant que spectateur attentif et, parfois, en tant qu'acteur². La seconde raison est qu'en analysant les causes et la logique du déroulement du scandale politique, nous espérons déceler la vision du monde non seulement des hommes politiques, mais aussi de la société concernée. Cela nous permettra de comprendre pourquoi la *communication* entre hommes politiques et citoyens est devenue un enjeu quasi inaccessible, au moins en Corée du Sud, et les dangers qu'engendre cette situation. Nous avons choisi d'analyser les arguments des députés coréens en utilisant les procès-verbaux des séances plénières parlementaires concernant l'affaire choisie. Elle concerne les procès de participants à des rassemblements contre l'importation de

viande bovine américaine; aussi allons-nous commencer par décrire brièvement cet événement.

Les rassemblements à la bougie de 2008

En mai 2008 à Séoul, quand quelques lycéens ont fait une annonce sur Internet proposant une manifestation avec des bougies sur la place de l'hôtel de ville en guise de protestation contre la politique menée par le gouvernement en matière d'importation de viande américaine, ils n'ont sans doute pas réalisé l'ampleur que celle-ci allait prendre. En effet, le pays allait revivre un mouvement social semblable au mouvement démocratique du 10 juin 1987 qui avait contribué à mettre un terme à un régime militaire trentenaire. Certes, il ne s'agit plus cette fois d'un régime militaire mais d'opposition à une politique menée par un gouvernement conservateur. Ce mouvement social n'était pas une simple protestation contre l'importation de viande américaine, il existait déjà un *mécontentement* dû à la politique du gouvernement sous la présidence de Lee Myung-bak sur plusieurs sujets: la réforme de la politique de l'éducation avantagerait les enfants des milieux favorisés: la nomination des ministres avait suscité une vive réaction car tous étaient issus des milieux très riches; un projet de construction d'un canal traversant tout le pays, projet adopté sans consultation des citoyens, agrémenté de forts soupçons de favoritisme au bénéfice des entreprises de BTP et à l'utilité incertaine, avait également été l'objet de contestation; enfin, les relations avec la Corée du Nord avaient été durcies contrairement à la *Sunshine Policy* pratiquée par les deux prédécesseurs.

Les rassemblements ont duré trois mois, puis ont perdu de l'ampleur après que le gouvernement a promis de renégocier le contrat avec les États-Unis.

L'abus de pouvoir du ministre de la Justice

Une fois la mobilisation retombée, le gouvernement a commencé à *régler ses comptes*, et les procès des personnes arrêtées lors des rassemblements se sont tenus. Un quotidien a alors révélé le contenu d'e-mails du ministre de la Justice: ce dernier, M. Shin, en avait envoyé plusieurs qui, ressemblant à des *instructions*, demandaient aux juges *d'accélérer* les procès. Il avait aussi remplacé le procureur qui était en charge de ces affaires par l'un de ses proches. Le champ de bataille est alors passé de la rue au parlement: l'opposition a demandé des séances d'audition à propos de *l'abus de pouvoir* du ministre de la Justice.

Ce type d'*abus de pouvoir* est presque banal et n'aurait pas dû devenir une affaire d'État: quelques e-mails de conseils du ministre de la Justice ne méritent pas une telle importance et pourraient ne pas être considérés comme un *abus de pouvoir*. C'est justement la raison pour laquelle nous avons choisi cette affaire: comprendre pourquoi elle a acquis une telle importance.

Ce scandale politique ne s'est pas produit *ex nihilo*: au lendemain du succès des rassemblements à la bougie, le paysage politique était clairement établi avec deux camps: ceux qui étaient *pour les bougies* et ceux qui étaient *contre les bougies*. Nous nous intéressons ici non pas aux causes les plus visibles du scandale, ni même aux enjeux politiques, mais à l'analyse de la (des) vision(s) du monde des acteurs qui s'affrontent.

Certes, les rassemblements à la bougie ont ravivé le débat public et ouvert un espace de communication politique, ce dont on ne peut que se réjouir. Cependant, nous avons observé que cette *ouverture* avait surtout entraîné un *blocage* entre différents groupes et nous pensons que c'est le style de communication basé sur la théorie du complot qui en est responsable: la communication entre les membres de la société s'est bloquée et la compréhension

mutuelle n'a pu se faire. La théorie du complot construit une vision du monde ou un mécanisme d'interprétation des événements à partir d'un lien de causalité imaginaire qui obscurcit les informations.

La théorie du complot ne permet pas un partage d'*opinion* entre deux politiques. Ce qui est essentiel dans la théorie du complot, c'est de fabriquer magiquement et arbitrairement une causalité dans la série des événements et de l'identifier à un complot caché de tel ou tel ennemi politique. Exprimé sous cet angle, le monde politique semble être investi d'une multitude de projets de complots reliés entre eux, et finalement orienté par des modèles magiques d'attribution causale. La conséquence de cette vision est très lourde: nous n'acceptons aucune autre logique alternative d'interprétation que le complot de nos ennemis. Avant d'exposer notre analyse concrète, nous allons expliciter nos outils théoriques.

Les outils théoriques

La théorie du complot

Les termes de complot et conspiration renvoient à une situation où plusieurs personnes ou groupes planifient secrètement le renversement du pouvoir. En tant que cadre interprétatif, la pensée du complot ou de la conspiration traduit toutes les actions et les événements sociohistoriques comme résultant de ce complot. Les individus ou groupes adoptant ce cadre sont incapables de communiquer, car ils sont suspicieux et méfiants envers les *autres*, qui créent tous les problèmes sociaux avec une intention vile. Enfin, ils utilisent une rhétorique qui évite toute responsabilité et accusent les *autres*, car ce sont ces *autres* qui sont responsables et non *nous*. Le cadre interprétatif du complot crée de la confusion dans la recherche des causes et responsabilités. Systématiquement, il désigne ou accuse les autres comme *des groupes noyaux* du complot, respon-

sables du problème. Au final, avec ce cadre, on ne peut trouver ni les vrais responsables et ni les solutions.

Dans le champ politique, la théorie du complot se propage quand les différents groupes, souvent deux, ne peuvent pas se supporter à cause de leurs intérêts opposés. Ils poursuivent leurs buts jusqu'au bout, sans concession. Le résultat est qu'ils ne peuvent coexister: aucune sorte de négociation ne peut aboutir. Si les représentants d'un groupe sont exclus, la situation – en l'absence de concession – empire. Si les représentants d'un groupe ne peuvent accéder au processus de décision ou de négociation, ils développent l'idée que le monde du pouvoir est géré par des personnes *maléfiques*.

Cependant, la théorie du complot peut comporter une dimension potentiellement démocratique. Elle peut servir comme mode d'expression pour le peuple, afin de remettre en question l'ordre politique établi, et peut donc être utilisée dans le cadre de la culture démocratique. La théorie du complot dévoilerait le vrai visage du pouvoir en dénonçant l'injustice de la distribution des ressources. Dans ce sens, la théorie du complot peut offrir au peuple un moyen de résistance contre le pouvoir (Hofstadter, 1965).

Les éléments de la théorie du complot

Pourquoi la théorie du complot fonctionne-t-elle toujours? Parce qu'elle a du charme. Elle fournit un cadre d'interprétation *simple* et *clair* pour des situations difficilement explicables et des événements compliqués, et finalement offre une forme de confort dans un monde incertain (Melley, 2000). Elle propose aussi un moyen de défense en attribuant la responsabilité de la mauvaise situation actuelle aux *autres* et permet de justifier les acteurs (Haubl, 2005). Bien qu'elle *aide* à mener une vie quotidienne désenchantée, elle répète les erreurs fondamentales d'attribution: au lieu de chercher les causes dans le contexte ou la structure d'un événement ou d'une situation donnée, elle cherche un indi-

vidu ou un groupe responsable. C'est un élément essentiel de la théorie du complot.

Il est difficile de distinguer entre vrai complot et théorie du complot. Nous constatons l'existence de beaucoup de complots, tant dans l'espace privé que public. D'après la définition de Schetsche, le *complot* est une action collective secrète qui vise au maintien ou à la prise de pouvoir, tandis que *la théorie du complot* est un système de conviction dans la vie quotidienne, qui interprète les événements actuels et historiques, les expériences collectives, ou le développement d'une société comme le résultat d'un complot (Schetsche, 2005). Finalement, la différence entre le *complot* et la *théorie du complot* est la reconnaissance sociale. Si la majorité des membres d'une société ou des médias importants reconnaissent des faits de complot, cela devient un complot réel; sinon, il s'agit de théorie du complot. Le critère qui différencie complot et théorie du complot ne dépend pas de la vérité, mais du succès de la lutte d'interprétation et de reconnaissance sociale.

Nous avons sélectionné les caractères de la théorie du complot en utilisant la «grounded theory» (Glaser et Strauss, 1967). La vision du monde inspirée par la théorie du complot peut se résumer ainsi: le but final de «l'incarnation du mal (ennemi)» est l'extermination du bien, de la vertu et de toutes les choses qui ont de la valeur. D'après cette vision du monde, des comploteurs auraient établi un comité exécutif qui réglerait toutes les actions et fonctionneraient de manière cachée. Le rôle principal de ce comité serait avant tout de faire croire au public que l'origine de tous les problèmes est *des ennemis*, l'ultime solution à tous les problèmes étant leur suppression. Nous avons pu extraire sept éléments de la théorie du complot en analysant les arguments des députés coréens:

- 1) les comploteurs sont tout-puissants (caractère de pouvoir);
- 2) ils sont bien organisés (caractère d'organisation);
- 3) le but des comploteurs est le renversement de la société (but);

4) pour arriver à leurs fins, ils manigancent des stratégies de manière cachée (stratégies);

5) les comploteurs sont maléfiques et inhumains (nature);

6) ils attribuent la responsabilité aux autres (bouc émissaire);

7) ils doivent être supprimés (résolution du problème).

La présence simultanée d'au moins quatre des sept caractères dans les arguments nous conduit à qualifier ainsi une théorie du complot:

- 1) désigner un bouc émissaire;
- 2) divulguer les intentions maléfiques du groupe complotant;

3) comploter des stratégies de manière dissimulée;

4) proposer une méthode extrême comme solution.

Les critères 1 et 2 offrent la justification qui permet d'accuser un groupe. Le point 2 aide notamment à demander une responsabilité morale. Le point 3 allègue la nécessité de prouver l'argument: puisque le groupe élabore ses stratégies en les dissimulant, il n'est pas possible de les dénoncer clairement. Le dernier point justifie la méthode draconienne contre le groupe complotant.

L'objet d'étude et la méthode

Nous allons analyser les communications faites par les hommes politiques – les procès-verbaux de l'assemblée plénière et de la commission permanente en 2008 – afin d'identifier les sept caractères de la théorie du complot présents dans les arguments. Nous ne traiterons que les procès-verbaux liés aux cas de rassemblements à la bougie et au scandale politique du ministre de la Justice. Pour analyser les arguments basés sur la théorie du complot, nous utiliserons la méthode de Gerhards (2007) comme trame et la méthode de Toulmin (2003) comme fibre.

La méthode de Gerhards est simple: il divise des fragments de discours en trois catégories: ceux qui men-

tionnent le révélateur du complot; ceux qui décrivent le problème; ceux qui désignent le complot. Bien qu'elle ait été destinée à l'analyse des cadres d'interprétation de médias qui révèlent les causes et les responsabilités d'un problème, cette méthode nous est utile dans la mesure où ces trois éléments appartiennent aux caractères typiques des arguments de la théorie du complot. Quels sont-ils? Afin de chercher un complot, il est nécessaire de diviser les acteurs concernés en deux catégories: *nous* et *eux*; ensuite, d'attribuer exclusivement la responsabilité à *eux*. Cette attribution est cruciale dans la communication politique. Bien que la méthode de Gerhards soit claire et utile, elle ne montre pas assez les caractères de la théorie du complot; aussi allons-nous la compléter avec la méthode de Toulmin. Cette méthode comprend quatre éléments (Toulmin, 2003; Schroepfer, 2008): le **T** (thèse à défendre, *Claim*), le **D** (données, *Data*); le **J** (justification des arguments, *Warrants*); le **A** (arguments, *Backing*). Pour revendiquer (**T**) quelque chose, on a besoin de présenter des données (**D**). Pour que la revendication soit convaincante, il ne suffit pas simplement de *montrer les données*, mais d'établir une logique, un principe ou une règle la justifiant. Toulmin (2003) l'appelle le **J** (warrants): ce sont des principes semblables à une règle (Schroepfer, 2008). Il ajoute d'autres éléments pour ses analyses; parmi ceux qui nous intéressent, notons le rôle du **A** qui soutient le **J**. On peut classer les cinq premières caractéristiques de la théorie du complot comme appartenant au **A** ou au **J**.

Voici comment nous avons procédé pour l'échantillonnage: nous avons utilisé les fichiers des procès-verbaux des séances plénières parlementaires sur le site internet du parlement. Pour trouver les textes qui présentent les caractères de la théorie du complot, nous avons filtré les mots: *complot*, *comploter*, *force cachée* en utilisant le moteur de recherche du site. D'abord, nous avons lu les textes, puis sélectionné ceux qui étaient utiles pour notre analyse et procédé à leur codification. Rappelons notre but: analyser

concrètement comment les hommes politiques utilisent des arguments basés sur la théorie du complot.

Tableau 1
Le processus de codification

Théorie du complot (moyen d'accusation)	I	La cause du problème: discours désignant un responsable (bouc émissaire)
		La cause du problème: un groupe de comploteurs
	II	Les caractéristiques du discours de la théorie du complot
	II-1	Les caractéristiques du groupe de comploteurs (par ex.: continuité; constituer un réseau avec les autres groupes)
	II-2	Le groupe a un caractère omnipotent
	II-3	Le but final du groupe est de renverser le système
	II-4	Le mode de stratégie (diriger à distance)
	II-5	Le groupe est la représentation du mal (amoral)
II-6	Résolution eschatologique	

Le but des arguments de la théorie du complot est soit d'*attaquer*, soit de *défendre*. Le style typique des arguments de la théorie du complot est d'attribuer la cause et la responsabilité d'une affaire donnée à son adversaire. Quant à la *responsabilité* d'un événement, le cadre de la théorie du complot l'attribue au comploter: il est la source du *mal* et provoque le problème avec une intention maléfique.

Résultat d'analyse

Analyse des arguments sur les rassemblements à la bougie en 2008

D'après notre analyse, on peut lire ainsi l'interprétation des acteurs politiques souscrivant à la théorie de complot: les *rassemblements à la bougie* sont un produit de comploteurs, les groupes comploteurs (les gauches radicales, les groupes proches de la Corée du Nord) manipulent le public. Pour ne pas divulguer leur nature, ils adoptent des stratégies qui peuvent encourager la participation du public en évitant soigneusement les termes trop gauchistes, etc. D'après cette analyse, le but des groupes comploteurs est la subversion: d'abord paralyser la ville en y organisant des manifestations, et ensuite, expulser le gouvernement alors au pouvoir. Enfin, les naïfs participants aux *rassemblements à la bougie* sont en fait manipulés par ces comploteurs bien organisés. À travers ce processus de division entre le *bien* et le *mal*, on peut observer la création du bouc émissaire: les gauches radicales sont responsables de tous les troubles de la société.

Analyse des arguments sur l'abus de pouvoir du ministre de la justice

Ce scandale a été abordé au cours d'audiences parlementaires; nous avons examiné certains arguments des députés au pouvoir pour analyser comment la vision du monde née de la théorie du complot contribuait à se convaincre et à convaincre les autres en réinterprétant l'événement.

Dans ce monde obscur du complot, la définition du problème se déforme. Selon notre analyse, les actions du ministre de la Justice ne sont plus au centre du problème. Dans la logique de la théorie du complot, ce sont les comploteurs qui dénaturent des actions *innocentes* du

ministre de la Justice; ainsi, les causes et les responsables du scandale sont les comploteurs – d'après les arguments des députés au pouvoir, ce sont les jeunes magistrats *gauchistes*, et plus concrètement leur organisation, l'Organisation pour promouvoir la justice de la loi (par la suite, AAJP), et non le ministre de la Justice.

Nous avons trouvé les quatre arguments en faveur de la théorie du complot. Premièrement, les magistrats sont protégés par la loi et difficilement destitués, ils peuvent donc adopter une telle stratégie et utiliser les médias. Deuxièmement, l'AAJP est un groupe politique, et non un simple groupe d'amis. Troisièmement, l'AAJP a une relation avec des forces extérieures. Quatrièmement, le but de l'AAJP est d'avoir l'hégémonie au sein du ministère de la Justice.

À travers des analyses des arguments de députés coréens, nous avons mis en évidence une manifestation de *la théorie de complot* qui a entraîné un blocage de la communication chez les hommes politiques et rendu le champ politique *imperméable* en Corée du Sud. Depuis le succès des rassemblements à la bougie en 2008, des hommes politiques au pouvoir ont produit diverses interprétations de style *paranoïaque* concernant des affaires sociopolitiques liées directement ou indirectement à ce mouvement social. Ce genre d'interprétation restait cependant *occasionnel*; mais plus ce mouvement social se développe, plus des hommes politiques au pouvoir s'enferment dans une vision du monde dominée par la théorie du complot. Ils présentent cette vision comme conforme à la réalité et la rationalité. Pourquoi s'attachent-ils à la théorie du complot alors que son fondement essentiel est l'imagination et l'irrationalité?

Nous pensons que les élites au pouvoir ont d'abord manifesté une *incompréhension totale* quant aux causes réelles des *rassemblements à la bougie*. Ensuite, cette incompréhension les a entraînés dans *la perte de contrôle* de la situation; finalement, ils ont été gagnés par la

panique. Ils étaient au pouvoir depuis trois mois à peine et avaient une totale confiance en leur gestion car le président avait été élu massivement. À leurs yeux, il était incompréhensible que le public retire aussitôt le soutien qu'il venait de leur accorder et conteste avec une telle force une décision politique *sans grande importance*. D'où le recours à la théorie du complot, qui pouvait non seulement leur livrer

une explication facile de la situation, mais représenter aussi un outil pour *résoudre* facilement le problème : tout est de la faute de l'ennemi comploter. Dans cette vision du monde, la communication entre les citoyens et les hommes politiques ne peut pas se faire. Notre analyse montre pourquoi le champ politique en Corée du Sud est devenu une *arène* et non une *agora*.

NOTES

1. Cette phrase nous donne une image *figée*, et peut-être *trop banale* pour donner du sens. Cependant, elle mérite qu'on insiste dessus, quand on constate les événements commis au niveau international ou national – comme tel ou tel attentat

terroriste commis au nom de la conviction religieuse, d'une communauté ou à titre individuel.

2. Il n'est pas rare qu'un scandale politique se traduise par un mouvement social, au moins en apparence. Il joue alors un rôle déclencheur dans l'émergence d'un mouvement social.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GERHARDS, J., OFFERHAUS, A. et ROOSE, J., « Die öffentliche Zuschreibung von Verantwortung. Zur Entwicklung eines inhaltsanalytischen Instrumentariums », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, n° 59, 2007, p. 105-124.

GLASER, B. et STRAUSS, A., *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.

HAUBL, R., « Vertrauen in Mißtrauen. Über paranoide Gruppenprozesse », *Jahrbuch für Gruppenanalyse*, n° 11, 2005, p. 77-95.

HOFSTADTER, R., *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays*, New York, Alfred A. Knopf, 1965.

LEHMANN, K. et SCHETSCHKE, M. (dir.), *Die Google-Gesellschaft. Vom digitalen Wandel des Wissens*, Bielefeld, Transcript, 2005.

MELLEY, T., *Empire of Conspiracy: The Culture of Paranoia in Postwar America*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2000.

SCHETSCHKE, M., « Die ergoogelte Wirklichkeit. Verschwörungstheorien und das Internet », in LEHMANN, K. et SCHETSCHKE, M. (dir.), *Die Google-Gesellschaft. Vom digitalen Wandel des Wissens*, Bielefeld, Transcript, 2005, p. 113-120.

SCHROEPFER, H. D., « Pursuing the Enemies of Freedom: Religion in the Persuasive Rhetoric of the Bush Administration », *Political Theology*, vol. 9, n° 1, 2008, p. 27-45.

TOULMIN, S. E., *The Uses of Argument. Updated Edition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Les documents en coréen

Les procès-verbaux des séances plénières parlementaires sont consultables sur le site internet du parlement coréen : <likms.assembly.go.kr/record/index.html>.